

Pourquoi croiser l'économie féministe et l'économie sociale et solidaire ?

Christine Verschuur, Isabelle Guérin,
Isabelle Hillenkamp

L'économie féministe, champ d'études qui se développe notamment depuis la fin des années 1980, est relativement ignorée dans les études de développement, en particulier dans le monde francophone. Ses apports à notre avis fondamentaux, comme nous le verrons dans certaines des présentations publiées dans le présent ouvrage, restent assez peu reconnus ou pris en compte. Ils nous semblent pourtant de plus en plus pertinents et indispensables dans le contexte de la crise économique et financière mondiale. L'économie féministe apporte en effet un regard nouveau sur *l'ensemble* des questions du développement ou de la mondialisation néo-libérale.

L'économie féministe englobe des approches hétérogènes et de nombreux courants qui peuvent aller des néo-libéraux aux néo-marxistes. Nous nous intéressons ici en particulier au champ ouvert par l'économie féministe par des auteures comme Benería et Sen (1981), Elson (1991), Folbre (1993 ; 1995), Benería (1995), England et Folbre (2003), Ferber et Nelson (1993), ou de multiples autres dont la revue *Feminist Economics*, fondée en 1995, a notamment diffusé les travaux. L'économie féministe porte un regard critique sur les théories économiques et les méthodologies de recherche, pour dépasser le biais androcentrique qui traverse cette discipline. Elle porte tant sur l'économie domestique, les marchés de travail ou

Verschuur, C., I. Guérin et I. Hillenkamp. 2015. Pourquoi croiser l'économie féministe et l'économie sociale et solidaire? In «*Homo œconomicus, mulier solidaria*». *Une économie solidaire peut-elle être féministe?* (Dir.) C. Verschuur, I. Guérin et I. Hillenkamp. 21-28. Paris: L'Harmattan, collection Genre et développement. Rencontres.

les questions macroéconomiques que sur le commerce ou les finances internationales, et l'articulation entre ces dimensions. L'économie féministe considère que les rapports sociaux de genre, classe et race s'inscrivent dans les rapports économiques ; elle repense des catégories d'analyse, en particulier le travail, et notamment le travail reproductif ; elle remet en question le modèle universel de *l'homo œconomicus* ; certains courants de l'économie féministe s'intéressent à faire reconnaître d'autres rationalités, motivations, valeurs – comme la justice, la solidarité, le lien social et d'autres visions, celle du bien-être humain pour toutes et tous, et non celle défendue notamment par la discipline économique orthodoxe, la maximisation des profits ou de la croissance. Les travaux des économistes féministes qui nous intéressent ici cherchent – c'est ce qui fait leur posture *féministe* – à comprendre les causes des inégalités de genre et de la subordination des femmes, exclues de par leurs appartenances de classe ou de race ; à reconnaître et s'intéresser à leurs capacités d'action, individuelles et collectives, aux possibilités de changement du système économique, social, culturel, et de transformation des rapports de pouvoir vers plus de justice sociale et de genre.

L'économie sociale et solidaire, de son côté, occupe un espace croissant, ou du moins plus visible, dans les contextes de crise, dans les pratiques sociales, dans les politiques et études. Aux Nord et aux Sud, des femmes et des hommes se mobilisent pour faire de l'économie autrement, questionnant la recherche et la viabilité du profit individuel, cherchant à articuler les intérêts aux niveaux individuel, domestique et collectif. Que ce soit dans des activités liées à la reproduction sociale, à la production, la consommation, la finance, le commerce international, dans les programmes d'insertion sociale, le développement local, l'environnement, le tourisme ou encore la culture, on trouve des formes novatrices d'organisation. En comparaison avec l'économie dominante, les pratiques d'économie solidaire privilégient la recherche de la solidarité, entre générations et avec les générations futures, au sein de ou entre groupes, entre territoires, etc. Elles ne cherchent pas à supplanter le marché ou l'État mais plutôt à réarticuler ces deux institutions avec les principes de réciprocité et de solidarité, comme nous le verrons dans les textes présentés ici. Certaines de ces initiatives ouvrent des espaces pour réinventer des rapports sociaux non capitalistes, de nouvelles formes d'organisation du travail et de relations de travail, de nouveaux rapports de propriété des moyens de production, de nouveaux rapports de pouvoir. Ces expériences ou organisations questionnent aussi le rapport au politique, en articulant leurs pratiques économiques et sociales, et constituent des espaces de délibération, de négociation, d'*empowerment*, avec la volonté de peser sur la définition et la mise en œuvre des politiques publiques, sur les normes dominantes de l'économie de marché et des institutions et sur les politiques sociales.

Alors que diverses questions sembleraient devoir rapprocher l'économie solidaire et l'économie féministe, comme cela est suggéré par des travaux

antérieurs (Nobre 2005 ; Guérin 2003 ; Guérin, Hersent et Fraisse 2011), la littérature sur l'économie sociale et solidaire ne s'est jusqu'ici que peu intéressée au genre et aux théories féministes. Les acteurs et actrices et les chercheur·e·s dans ce champ se contentent au mieux d'affirmer que les différences entre hommes et femmes doivent être prises en compte et que l'égalité de genre est un objectif de l'économie solidaire. Certaines interventions renforcent la vision simpliste de l'économie solidaire agissant nécessairement en faveur des femmes. L'économie solidaire s'inscrit alors dans les propositions, visant les femmes, de *smart economics*, comme celles formulées par la Banque mondiale, largement critiquées par les études féministes.

Qu'il s'agisse de groupes de production artisanale ou agricole, d'échange local, de finances solidaires, d'associations communautaires ou d'emploi salarié dans les coopératives, mutuelles ou associations, les femmes sont effectivement généralement surreprésentées dans l'économie solidaire. Mais des hommes aussi y sont actifs, et des femmes sont parfois majoritaires dans des entreprises qui ne sont pas solidaires. La surreprésentation des femmes n'est donc pas la seule raison pour laquelle il est intéressant de croiser les deux champs. Il s'agit d'analyser en quoi ces pratiques sont effectivement genrées, comme on peut le lire en observant la reproduction de la division sexuelle du travail, la valorisation différentielle du travail féminin, l'importance des activités dans le domaine de la reproduction sociale ou les valeurs implicites de don de soi ou de sacrifice pour le bien-être de la famille, face à la crise et aux déficiences des systèmes de protection sociale.

Loin de nous donc l'idée d'essentialiser certaines valeurs comme la solidarité, le partage, la réciprocité, bien au contraire : l'idée de *mulier solidaria* est tout aussi parodique que celle d'*homo æconomicus*, et toutes les deux figent la femme ou l'homme dans des catégories binaires, homogénéisantes, victimisantes/victimaires. L'histoire du développement est jalonnée d'euphémismes faisant appel à la solidarité féminine (« participation communautaire », « communautés solidaires », « groupes solidaires ») et permettant de dissimuler le travail non valorisé, non payé ou sous-payé des femmes – celles qui sont marginalisées du fait de leur appartenance de classe ou de race – au sein de politiques dites sociales ou de genre. C'est aussi ce que suggèrent aujourd'hui les tenants des *smart economics*. L'interdépendance mérite d'être pensée dans sa dimension à la fois solidaire et dramatique, celle d'un rapport bien souvent asymétrique entre dominant·e·s et dominé·e·s.

Dans quelle mesure et à quelles conditions l'économie solidaire peut-elle promouvoir l'égalité de genre, *peut-elle être féministe* ? Peut-elle être une source d'émancipation pour les femmes, ou la solidarité entre femmes, souvent dans des situations d'exclusion, ne fait-elle que reproduire les mécanismes de leur propre exploitation ? L'économie solidaire concerne-t-elle un secteur de seconde zone, tout juste bon à panser les plaies de l'économie néolibérale ou pallier les manques d'un service public déliquescant ou

inexistant ? S'agit-il d'atténuer la colère, de la canaliser pour étouffer les contestations d'ordre politique ?

La crise économique et financière du système néo-libéral s'accompagne-t-elle aussi d'une crise des mouvements et études féministes, qui seraient absorbées par le néo-libéralisme (Fraser 2011) ? Ne faut-il pas, comme Nancy Fraser le dit, également recentrer, ré-ancrer et renouveler les études et luttes féministes dans une critique du système capitaliste globalisé ?

En quoi le croisement des études de l'économie solidaire et des études féministes permet-il de remettre ces diverses questions récurrentes au cœur de la réflexion : l'organisation de la reproduction sociale ; l'articulation entre les rapports sociaux de type domestique et capitalistes, et entre le productif et le reproductif ; la constitution de nouveaux rapports sociaux, l'émancipation et la protection sociale, les alternatives *ici et maintenant* ? À quelles conditions y trouve-t-on une chance de réinventer l'économie, de la ré-encastrier dans le social et le politique et au service de la justice sociale, de l'égalité et de la démocratie, et de réinventer culturellement le politique ? En quoi nous permet-il de créer des ponts entre théories et pratiques, analyses et changements, à partir des points de vue situés, dans le contexte de crise économique et financière actuelle ?

Nous pensons que le croisement entre économie solidaire et études féministes gagne également à s'inspirer des théories décoloniales (Quijano 2007 ; Castro-Gomez et Grosfoguel 2007 ; Escobar 2004). Celles-ci proposent le concept de colonialité du pouvoir, et suggèrent de dépasser la critique « culturelle » du capitalisme mondialisé (propre aux études postcoloniales anglo-saxonnes) et la critique du « système-monde » (qui porte sur les structures économiques et géopolitiques), et rappellent la nécessité primordiale de se rapprocher des luttes concrètes sociales et économiques, politiques, culturelles.

Un double point de vue est ici nécessaire (que les chapitres qui suivent reprennent de manière variable et chacun à leur manière). En s'inspirant de l'approche « possibiliste » suggérée par des auteurs comme Hirschman (1971) et plus récemment Gibson-Graham (2005) ou encore de Sousa Santos (2011), qui plaide pour une sociologie des « émergences », il convient tout d'abord d'être attentif à la manière dont ces initiatives bousculent de manière novatrice les frontières habituelles. Elles questionnent les concepts de valeur et de richesse. Elles repensent la notion même d'économie, qui ne se limite plus à la production ou l'allocation de ressources, mais recouvre l'ensemble des activités nécessaires à la reproduction et l'entretien de la vie. Prenant le contre-pied de politiques universalistes et standardisées, elles s'ancrent dans les territoires et les espaces vécus des populations. Aux actions concrètes, elles articulent des pratiques de délibération, de discussion mais aussi de révolte, contribuant ainsi à repenser le politique. Elles répondent en cela à des préoccupations anciennes de certaines mouvances féministes convaincues que la lutte contre le patriarcat suppose de repenser la nature même de

l'économique (Nelson 1993) et du politique (Basu 1995) ainsi que l'hétérogénéité fondamentale des aspirations et des contraintes des femmes (Mohanty 1988).

Ce premier regard, soucieux de déconstruire les schèmes dominants et de rendre justice à la multiplicité des manières d'être, de faire et de penser, n'exclut pas une analyse critique. En même temps que le regard cherche à déceler les possibilités de changement contenues dans les initiatives, un recul critique sur leurs faiblesses, sur leur insertion dans les rapports sociaux et sur leur position dans la société capitaliste et patriarcale est nécessaire. Différents courants contribuent aujourd'hui à cette critique et peuvent être ici articulés : des courants féministes, notamment lorsqu'ils envisagent les rapports dialectiques entre marchandisation, protection et émancipation (Fraser 2010) ; d'autres qui renouvellent la théorie du système-monde et de la dépendance centre/périphérie en montrant les mécanismes de la colonialité du pouvoir. Dans l'ensemble il s'agit de rendre compte des rapports de domination sans pour autant ignorer « la capacité d'action culturelle des sujets » ni « désertier le terrain des luttes sociales réelles » (Verschuur et Destremau 2012, 9).

Concrètement, nous pourrions nous inspirer de certaines des myriades d'initiatives populaires – les *bubbles* (Verschuur 2014) – qui seront présentées, analysées dans cet ouvrage, pour chercher comment concilier émancipation et protection sociale, avancer dans la critique culturelle, économique et sociale du capitalisme néolibéral et de l'État patriarcal. Il s'agit de repenser l'organisation de la reproduction sociale et la lutte contre la pauvreté, la façon dont les femmes et les hommes se constituent en sujets politiques, comment s'organiser politiquement pour repenser le système et le mettre en œuvre sans attendre.

Présentation de l'ouvrage

La collection *Genre et développement. Rencontres*, dans laquelle cet ouvrage est publié, se veut un espace où les idées se croisent et sont débattues, où elles s'enrichissent mutuellement sans désertier les lieux où se développent les initiatives, les luttes et les actions. Elle se veut un espace de rencontre d'idées et d'expériences, de croisement de la recherche et de l'action, des théories et des pratiques.

Cet ouvrage fait suite à un colloque qui a réuni des participant·e·s de multiples pays à Genève en octobre 2014, organisé par le Pôle genre et développement de l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID, Genève), sous la direction de Christine Verschuur, avec Isabelle Guérin et Isabelle Hillenkamp. Elle a été réalisée avec le soutien financier de la Direction pour le développement et la coopération suisse (DDC) et une contribution de l'Institut de recherche pour le développement (IRD). Un

comité scientifique, composé d'Elisabeth Prügl, Fenneke Reysoo, Emmanuelle Chauvet (Programme genre, globalisation et changements, PGGC, à l'IHEID), Ursula Keller (DDC), Jean-Louis Laville (Conservatoire national des arts et métiers, CNAM, Paris), Peter Ütting (United Nations Research Institute for Social Development, UNRISD, Genève), Suzanne Lerch (Espace Femmes International, Genève), ainsi que des responsables du colloque, Christine Verschuur (PGGC, IHEID), Isabelle Guérin (IRD, Centre d'études en sciences sociales et les mondes américains, africains et asiatiques, CESSMA) et Isabelle Hillenkamp (IRD, CESSMA), a contribué à sa préparation. Un article écrit pour la *Revue d'économie solidaire* a nourri la problématique du colloque (Hillenkamp, Guérin et Verschuur 2014) et inspire en partie cette introduction.

L'ouvrage réunit des contributions de chercheur·e·s de divers horizons disciplinaires et géographiques, mais aussi de responsables d'organisations de coopération, féministes, politiques, syndicales, voire des entreprises d'économie solidaire. Ces contributions permettront, non seulement de mieux faire connaître les apports des économistes féministes aux analyses critiques du développement, mais aussi de croiser les réflexions développées par l'économie solidaire d'une part, par l'économie et l'anthropologie ou la sociologie féministes de l'autre. Plusieurs champs d'analyse pourraient bénéficier de ces contributions, notamment : comment s'articulent les rapports sociaux de type reproductifs et productifs ; quelles sont les alternatives face à la crise de la reproduction sociale ; qu'en est-il des principes de l'économie plurielle ; peut-on repenser le politique et la démocratisation de l'économie ?

La préparation de ce colloque nous a permis de relever les insuffisances dans les recherches et l'état de nos connaissances sur l'économie solidaire dans une perspective féministe. Cet ouvrage apporte des éléments de réponse depuis des perspectives différentes, dans des contextes variés, avec des approches disciplinaires multiples. Il incitera, nous l'espérons, à creuser et élargir des analyses féministes de l'économie solidaire, et à ouvrir les champs du possible dans le contexte actuel de crise du modèle néo-libéral dominant et d'accroissement des inégalités de genre, de classe et de race.

Bibliographie

- Basu, A. (Ed.) 1995. *The Challenge of Local Feminisms. Women's Movements in Global Perspective*. New Delhi: Kali for Women.
- Benería, L. 1995. Toward a greater integration of gender in economics. *World development*, 23(11): 1839-1850.
- Benería L. et G. Sen. 1981. Accumulation, reproduction, and « women's role in economic development » : Boserup revisited. *Signs: Journal of Women*

- in *Culture and Society*. 7(2) : 279-298. Traduit en français dans Bisilliat, J. et C. Verschuur. (Dir.). 2001. *Genre et économie, un premier éclairage. Cahiers genre et développement*. N° 2 : 97-111.
- Castro-Gómez, S. et R. Grosfoguel. 2007. *El giro decolonial. Reflexiones para una diversidad epistémica más allá del capitalismo global*. Bogotá : Iesco-Pensar-Siglo del Hombre Editores.
- Elson, D. 1991. *Male Bias in the Development Process*. Manchester : Manchester University Press.
- England, P. and N. Folbre. 2003. Contracting for care. In *Feminist economics today. Beyond economic man*. M. A. Ferber et J. A. Nelson (Eds.). 61-80. Chicago : University of Chicago Press.
- Escobar, A. 2004. Beyond the Third World : imperial globality, global coloniality and anti-globalisation social movements. *Third World Quarterly*. 25 (1) : 207-230.
- Ferber, M. A. et J. A. Nelson (Eds.). 1993. *Beyond Economic Man : Feminist Theory and Economics*. Chicago : University of Chicago Press.
- Folbre, N. 1995. « Holding hands at midnight » : The paradox of caring labor. *Feminist Economics*. 1(1) : 73-92.
- Folbre, N. 1993. How does she know ? Feminist theories of gender bias in economics. *History of Political Economy*. 25(1) : 167-184.
- Fraser, N. 2010. Marchandisation, protection sociale et émancipation. Les ambivalences du féminisme dans la crise du capitalisme. *Revue de l'OFCE*. N° 114 : 11-28.
- . 2011. Féminisme, capitalisme et ruses de l'histoire. *Cahiers du Genre*. N° 50 : 165-192.
- Gibson-Graham, J. K. 2005. Surplus Possibilities: Postdevelopment and Community Economies. *Singapore Journal of Tropical Geography*. 26 : 4-26.
- Guérin, I. 2003. *Femmes et économie solidaire*, Paris : La Découverte.
- Guérin, I., M. Hersent et L. Fraisse. 2011. *Femmes, économie et développement. Entre résistance et justice sociale*. Paris : Éditions Érès et Éditions de l'IRD.
- Hillenkamp I., I. Guérin et C. Verschuur. 2014. Économie solidaire et théories féministes : pistes pour une convergence nécessaire. *Revue d'économie solidaire / Review of solidarity economy*. N°7 : 6-43.
- Hirschman, A. 1971. *A Bias for Hope : Essays on Development and Latin America*. New York : Yale University Press.
- Mohanty, C. T. 1988. Under Western Eyes: Feminist Scholarship and Colonial Discourses. *Feminist Review*. 30 : 61-88.
- Quijano, A. 2007. Colonialidad del poder y clasificación social. In *El giro decolonial. Reflexiones para una diversidad epistémica más allá del capitalismo global*. S. Castro-Gómez and R. Grosfoguel. 93-127. Bogotá : Iesco-Pensar-Siglo del Hombre Editores.

- Sousa Santos, B. de. 2011. Épistémologies du Sud. *Études rurales*. 1(197): 21-49.
- Verschuur, C. 2014. A history of development through a gender prism. In *Under Development : Gender*. C. Verschuur, I. Guérin, H. Guétat-Bernard (Dir.). 17-42. Londres : Palgrave Macmillan.
- Verschuur, C. et B. Destremau. 2012. Féminismes décoloniaux, genre et développement. Histoire et récits des mouvements de femme et des féminismes aux Suds. *Revue Tiers Monde*. N° 209 : 7-18.

Verschuur C., Guérin Isabelle, Hillenkamp Isabelle
(2015)

Pourquoi croiser l'économie féministe et l'économie
sociale et solidaire ?

In : Verschuur C. (dir.), Guérin Isabelle (dir.), Hillenkamp
Isabelle (dir.). *Une économie solidaire peut-elle être
féministe ? : homo oeconomicus, mulier solidaria*

Paris : L'Harmattan, p. 21-28. (Genre et Développement
: Rencontres ; 1)

ISBN 978-2-343-07602-7